

Un nouveau chef politique et militaire de l'URSS?

Autor(en): **Schneider, Fernand-Thiébaud**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **132 (1987)**

Heft 9

PDF erstellt am: **29.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-344798>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Un nouveau chef politique et militaire de l'URSS?

par le colonel Fernand-Thiébaud Schneider

L'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev pose bien des problèmes non seulement en URSS, mais également dans l'Occident de l'Alliance atlantique. A vrai dire, le nouveau chef soviétique a laissé entrevoir une réelle réorientation politique et militaire de son pays. Il a suggéré notamment des élections permettant le choix entre plusieurs candidats, option antérieurement impensable. De meilleures relations Est-Ouest sont envisagées par lui, avec une large réduction des forces de part et d'autre, en particulier une grande diminution, voire suppression, des moyens nucléaires. Mais par quelles propositions précises entend-il réaliser ses fins non encore entièrement précisées? Et quelles seront finalement, en fonction des suggestions de l'URSS, les relations futures entre les deux Blocs?

I. L'évolution souhaitée par Mikhaïl Gorbatchev

Pour chercher à la comprendre, il convient de considérer avant tout la personnalité de l'actuel chef soviétique, si différent apparemment de ses prédécesseurs. Homme de la génération montante, il a été, après de solides études universitaires dans deux universités, diplômé en droit et en agriculture. Trop jeune pour avoir pu

prendre part à la dernière guerre mondiale, il a été nommé, dès 1980, au Politbureau comme responsable de l'agriculture. Fonction qui lui a permis également une certaine initiation à l'économie. Il se distingue ainsi de la plupart des spécialistes antérieurs, qui avaient tendance à se consacrer uniquement et strictement à leur technique professionnelle. Ainsi, arrivé au pouvoir en 1985, et sans expérience des affaires étrangères et de la défense, il a fait un immense effort pour se familiariser avec ces deux activités. Sans tarder il s'est assuré une forte position personnelle en procédant immédiatement au remplacement de certains chefs, militaires notamment, en raison de leur grand âge. Il a relevé de leurs fonctions des dirigeants de toutes catégories insuffisamment compétents, voire corrompus. Il les a remplacés surtout par des responsables jeunes, diplômés universitaires, dotés d'une efficace expérience et entièrement dévoués à sa personne. Mais il a largement, au congrès du parti, en 1986, procédé à un nouveau choix des représentants militaires, en en nommant seulement 24 à titre entier sur les 307 membres, seulement 14 comme membres-candidats, et il en a affecté 3 à la commission de vérification des comptes. Ils sont, en moyenne, âgés d'un peu plus de soixante ans.

A vrai dire, avant son arrivée au pouvoir, Gorbatchev avait pu, pendant le mauvais état de santé de Tchernenko, se préparer soigneusement à ses hautes fonctions suprêmes actuelles. Notamment en matière d'affaires étrangères et de défense. Ce qui explique ses prises de position rapides dans ces deux domaines. Ainsi, il a pu, sans grands risques, s'attribuer le titre de secrétaire général, avec une compétence étendue, en fait, à la direction effective du pays, consentant à M. Gromyko les simples honneurs de président sans attributs importants. Sur le plan extérieur, il a engagé rapidement des relations avec le président américain. Faisant des concessions en matière de droits de l'homme, il a libéré Sakharov et de nombreux détenus et vis-à-vis des pays étrangers il a procédé à un rapprochement international. Il a envoyé bientôt son ministre des Affaires étrangères au Japon, afin d'y amorcer une prise de contact. Il envisage une conférence internationale et générale sur le Proche-Orient, donc une action soviétique dans ce secteur. Dans son discours de Vladivostok, en juillet 1986, il a laissé entrevoir un rapprochement avec la Chine, notamment facilité par la proposition d'un certain retrait des forces soviétiques d'Afghanistan.

Mais les préoccupations extérieures du nouveau chef soviétique n'empêchent pas ce dernier de pratiquer une politique intérieure nouvelle. Il assure de la sorte son emprise sur le Parti et il envisage, dans les conditions actuelles

difficiles, de nouvelles relations entre l'Armée et le PCUS. L'Ouest doit tenir compte de ces faits. Mais de regrettables incidents tel le travail d'espionnage de six diplomates soviétiques, expulsés de France de ce fait. Et la réplique de l'URSS, procédant à des renvois de Français innocents, a encore aggravé les quelque peu difficiles relations franco-soviétiques. En somme, l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev a eu bien des répercussions sur les plans diplomatique, militaire et même économique, tant en URSS qu'au niveau mondial. Et notamment la question des armements se pose largement sur le plan Est-Ouest. A vrai dire, le secrétaire général Gorbatchev est parvenu au pouvoir à une période difficile.

Sur le plan militaire le nouveau chef russe a dû déjà manifester une certaine modération de ses thèses, malgré le rapprochement intervenu avec le président Reagan: il n'a pas obtenu de ce dernier la renonciation, voulue par l'URSS, à l'IDS américaine. En outre, Mikhaïl Gorbatchev a déjà manifesté une modération de ses premières propositions et il a consenti à laisser les forces nucléaires françaises et britanniques en dehors des réductions initialement prévues. En outre, la disparition des armes atomiques américaines d'Europe poserait un problème très grave pour l'Allemagne fédérale, et même pour la France, dont la sécurité est très liée à celle de la RFA.

Et puis, il y a, pour les pays de

l'OTAN, le fait de la supériorité en moyens classiques de l'URSS. Et certains Occidentaux accusent le chef soviétique de vouloir assurer la suprématie de l'URSS par les mesures suivantes :

- une division entre les pays de l'OTAN à la suite de la proposition de Moscou sur les euromissiles,
- un rapprochement soviéto-chinois facilité par l'annonce d'un retrait d'Afghanistan,
- une progression politique et militaire de l'URSS dans le Pacifique,
- une solution au conflit israélo-arabe, avec la perspective d'un nouveau rôle joué au Proche-Orient par l'URSS,
- un rapprochement de l'URSS avec la CEE, avec l'intention d'une association économique avec les pays de la Communauté.

En somme, dans tous les domaines de son action, le nouveau chef soviétique semble vouloir innover. Mais y parviendra-t-il ? Certes, il a largement implanté ses gens partout, des hommes jeunes et capables, et il a su procéder, comme nous venons de le constater, à bien des mutations, voire des sanctions qui s'imposaient. Et toutes ces mesures étaient approuvées, semble-t-il, par bien des Soviétiques, et bien des responsables d'Occident. Gorbatchev agit donc dans le sens de l'efficacité. A vrai dire, nous sommes encore mal informés sur ce qui se passe actuellement en URSS, où d'ailleurs le chef de l'URSS pourrait procéder même à une réduction des forces. Car

celle-ci serait favorable tant à une diminution des charges qu'à un développement de l'économie soviétique, grâce à l'amélioration des relations Est-Ouest pouvant résulter de ce fait. Egaleme nt chez les alliés de Moscou, où l'on aboutirait à des commandes accrues, surtout entre RDA et RFA. A vrai dire, une telle action pourrait être freinée par certains maîtres très locaux des pays de l'Est, mis en place par leur Parti et qui semblent redouter un rapprochement avec l'Ouest dont ils pourraient être les victimes. Et dans quelle mesure les responsables de Moscou peuvent-ils désirer un tel rapprochement ?

En fait, certains adoucissements semblent bien être intervenus en Pologne, en Hongrie et en Tchécoslovaquie. Mais pourront-ils être suivis par d'autres ? Et l'on comprend Basil Bilac, sociétaire du Comité central du PC tchécoslovaque, qui aurait dit : « Il y a des gens chez nous qui s'enthousiasment pour la « nouvelle politique ». Mais nous savons qu'ils veulent profiter du changement en URSS pour cacher leurs activités antipopulaires et antisocialistes. » Mais l'opinion tchèque semble bien suivre la politique du nouveau chef soviétique et, dans une manifestation dans les rues de Prague, des étudiants, dit-on¹, auraient crié : « Nous voulons Gorbatchev. »

En RDA, par contre, Honecker a déclaré que rien ne pouvait remplacer

¹ Cf. « Donnez-nous Gorbatchev », de Philippe Krasnopolski dans *Valeurs actuelles* du 23/3/87.

«notre démocratie socialiste». Mais, début février 1987, lors de l'arrivée de Chewardnadzé, aucun membre du SED n'était venu le saluer. De même, en Roumanie, Ceausescu a déclaré que les réformes récentes de Moscou étaient sans rapport avec les principes du socialisme scientifique. Et il maintenait les mesures d'économie en cours, par exemple le niveau de chaleur à ne pas dépasser dans les habitations et le rationnement alimentaire. Mais une certaine opposition au chef roumain se manifestait alors.

En Yougoslavie, des mouvements de grève avaient suivi le blocage des salaires et surtout de 1982 à 1984. En Hongrie, Janos Kadar avait entrepris des réformes. L'agriculture y a été privatisée et le pays semble s'engager vers une économie de marché. En Pologne, le général Jaruzelski semble décidé à soutenir la politique de Gorbatchev. Et Lech Walesa y prône également une économie de marché. En somme, on discute sur la politique de Gorbatchev dans les pays associés à l'URSS. Mais, la plupart du temps, l'opinion semble être plutôt favorable à la nouvelle attitude politique de l'URSS.

II. Les relations URSS-Europe

Elles sont actuellement influencées par les rapports de Bloc à Bloc, et surtout par celles entre les deux Grands. Mais en dehors de ceux-ci, les pays alliés d'Europe manifestent fré-

quemment des attitudes différentes de celles des Etats-Unis et de l'URSS.

La France, pour sa part, a souffert, ces dernières années, de décisions antérieures ayant entraîné des crédits militaires devenus insuffisants. Elle a donc décidé de préparer un meilleur armement, qui s'imposera pendant les quatre années du nouveau programme. Ainsi, le 26 février 1987, elle a commandé six AWACS de détection aérienne, qui ont une capacité de détection vingt fois supérieure à la couverture aérienne d'une station radar au sol. En mars 1987 est intervenu un accord franco-allemand sur l'hélicoptère commun antichar envisagé, preuve d'une coopération améliorée entre les deux pays. D'autres projets sont envisagés. D'où des crédits français probables de 475 milliards de francs. Mais il faut surtout souligner le fait vraiment nouveau que constitue l'accord franco-britannique de collaboration. A signaler également le projet lance-roquettes multiples entre Thomson (France), Diehl (RFA) et Thorn-Emi (GB), associés avec la firme américaine Martin-Marietta.

En Allemagne fédérale, il convient de signaler un courant favorable à l'Ostpolitik. Mais on demande des pourparlers sur les missiles de moyenne et petite portée. Pour ces derniers, la supériorité soviétique de 9 à 1 devra être éliminée. De même en RFA on réclame une réduction des forces classiques soviétiques. Mais dans l'ensemble il se poursuit une sorte

d'entente franco-allemande vis-à-vis de l'URSS. Et un journal français a pu publier ce passage: «Il nous appartient, à nous Européens, de tirer les conséquences pour l'avenir des conversations de Reykjavik. Un jour ou l'autre, il y aura un accord entre Américains et Soviétiques. Si, ce jour venu, nous n'avons pas fait... entre Européens les efforts qui assurent... la crédibilité de notre système de dissuasion, y compris en ce qui concerne les forces conventionnelles, nous aurons manqué à notre devoir de précaution le plus élémentaire.»²

Il faut signaler aussi le problème particulier de l'Espagne, où le référendum du 12 mars 1987 accordait un «Oui à l'OTAN». L'opinion nationale s'est alors ralliée aux vœux du gouvernement.³ En somme, l'Espagne a bien adhéré à l'OTAN. Mais certaines difficultés y subsistent pour les conditions d'application de la non-incorporation dans l'organisation de l'OTAN de la structure militaire et non nucléaire du pays, ainsi qu'un désir de réduction des forces américaines y stationnant. Mais l'espoir d'une solution de fait parfaitement acceptable par l'OTAN semble y subsister.

Il convient de signaler le cas particulier de la Turquie, candidate à la CEE, encore très réticente à cette admission. Car elle a déjà bien du mal à absorber l'Espagne et le Portugal. Et puis, la Turquie est surtout un pays d'Asie. Et il y a eu le conflit avec la Grèce. En somme, bien des faits ont gêné, à diverses

reprises, le bon fonctionnement de l'OTAN dans ce secteur.

III. Les rapports Est-Ouest et les autres relations soviétiques

D'une manière générale les relations Est-Ouest se poursuivent désormais sans jamais parvenir à des conflits comparables au blocus de Berlin de 1948. Mais elles posent encore bien des problèmes. Non seulement pour les deux Grands, mais parfois avec une certaine participation des partenaires de ceux-ci. Beaucoup de questions naissent de part et d'autre. Un accord à ce sujet devra donc intervenir entre les USA et leurs alliés européens. Ces derniers font valoir notamment la supériorité soviétique en forces classiques. A vrai dire, des opinions différentes interviennent parfois entre les nations des deux Blocs. Elles concernent d'ailleurs les moyens très différenciés de part et d'autre. Mais il n'y a pas une confiance totale, à l'Ouest, au sujet des armements de l'Est, en l'absence d'un contrôle précis de ceux-ci, contrôle que semble cependant laisser entrevoir parfois l'URSS. Dans bien des milieux occidentaux, on craint un maintien non vérifiable des rapports de force Est-Ouest.

De toute manière, la suppression

² Cf. J. François Deniau (*Le Figaro* du 6/3/87).

³ Cf. «L'Espagne et l'OTAN», par Ph. Létrilliart (*Défense nationale*, avril 1987).

des euromissiles, envisagée par l'URSS, donnerait à celle-ci une supériorité accentuée du fait de moyens conventionnels tellement plus importants que ceux de l'OTAN. Dans un mémorandum américain remis à l'Union soviétique, il est dit que le Pacte détient une supériorité de 3 à 2 en effectifs, de 3 à 1 en artillerie, de 7 à 1 pour les missiles DCA. Et l'Est compte 35 fois plus d'unités classiques que l'Ouest.

Dans l'immédiat, le président Reagan, dont la situation est différente de celle de ses alliés, semble redouter, en matière de forces nucléaires, de nouvelles possibilités intercontinentales de l'URSS. Mais il avait bien prévu, pour son IDS, l'éventuelle prise à partie des armes en cause. Mesure redoutée, du moins à longue échéance, par Gorbatchev. D'où la demande soviétique d'interdiction des expérimentations dans l'espace de ces moyens. Mais pour les alliés européens la menace nucléaire est différente de celle qu'affrontent les USA. Car non seulement ils sont soumis à l'effet des intercontinentales, mais encore aux missiles de moyenne et surtout de courte portée. D'où l'idée d'une réduction du nombre de ces derniers.

L'inquiétude européenne s'est manifestée dans de nombreux milieux. Car, même inférieurs en nombre à ceux de l'adversaire, les moyens nucléaires de l'Ouest constituent toujours une réelle menace et le risque final d'un désastre général. C'est cet

argument que le président américain semble ignorer. Car dans les conditions du moment, ses moyens nucléaires sur sous-marins et sur avions lui confèrent un avantage vis-à-vis d'une URSS ayant consenti à un certain désarmement atomique.

Mais divers faits récents, telle l'expulsion de diplomates soviétiques convaincus d'espionnage, malheureusement suivie de mesures de représailles très contestables, ont compliqué encore les relations Est-Ouest. Fort heureusement cette attitude du chef de Moscou n'a pas empêché, mais seulement retardé, le voyage du Premier ministre français en URSS. Et puis, dans quelle mesure le nouveau chef russe pourra-t-il atteindre ses objectifs? Certes, il a procédé à l'amorce d'une certaine restructuration de son appareillage politique, de l'organisation militaire et économique de son pays. Mais ce dernier, malgré sa puissante armée, comporte bien des faiblesses, non seulement sur le plan extérieur, mais même sur celui de l'URSS elle-même, où l'unanimité envisagée par Gorbatchev aura peut-être du mal à se constituer.

Nous venons d'évoquer quelques-uns des problèmes se posant sur le plan des relations entre les deux Blocs et que doit affronter l'actuel secrétaire général de l'URSS. A vrai dire, l'Amérique a du mal à trouver de bonnes réponses aux offres du nouveau chef soviétique. Il en est de même pour les alliés européens, dont les avis sont encore quelque peu différents,

mais cependant plus rapprochés à la suite de quelques récents échanges de vues. Or, ce qui est à la base de la grande menace de l'Est, c'est bien la supériorité des forces classiques soviétiques, de plus en plus évoquée par les alliés des USA. Et, dès le temps de paix, celle-ci vaut à l'URSS un efficace avantage vis-à-vis des Européens de l'OTAN, avec la constante menace d'une éventuelle intervention, en principe trop lourde pour l'Alliance, à moins d'une augmentation des forces classiques de défense du théâtre, pratiquement impossible dans les conditions du moment. En somme, on peut donc regretter profondément l'absence d'une ferme proposition occidentale commune préconisant, dans un premier temps, une sensible réduction et égalisation des troupes

classiques de part et d'autre. Cette ferme mesure devrait s'appliquer avant d'envisager effectivement la réduction des moyens nucléaires. A la rigueur, on pourrait envisager une certaine diminution parallèle des deux catégories de forces. Une telle mesure permettrait à l'URSS d'obtenir plus facilement de l'Ouest les données souhaitables pour procéder à sa générale mise à jour de son potentiel industriel et commercial, afin de procéder aux échanges utiles entre les deux mondes. Mais, dans l'immédiat, on est encore loin de l'égalité militaire, donc des échanges commerciaux hautement souhaitables entre les deux Blocs, pour le bien du monde entier à réorganiser et à réconcilier.

F.-Th. S.